

REVOLUTION INDUSTRIELLE OU « TAKE-OFF » ?

Le sort du mot *croissance* est révélateur du rapide déplacement des intérêts qu'ont connu les travaux économiques et historiques depuis une décennie. Dans le *Dictionnaire des sciences économiques* publié en 1956 sous la direction de Jean Romeuf, à l'article *croissance* rédigé pourtant par Jean Fourastié, on trouve encore : « Le mot de croissance est peu employé dans la science économique malgré l'accueil qui lui a été fait par plusieurs auteurs depuis une vingtaine d'années. Quoique son emploi ait permis et permette encore d'introduire dans l'esprit des économistes des notions fort utiles, il n'est pas, il ne semble pas qu'il puisse devenir un mot « clef » capable d'éliminer les mots de sens voisin tels que augmentation, expansion, progression, progrès ou développement ». La prédiction ne s'est pas réalisée et les études sur la « croissance » se sont multipliées, notamment en histoire économique et sociale, études qui ont mis l'accent sur les changements qualitatifs intervenus dans l'économie et la société, (ce qu'impliquait déjà le vocable de « révolution industrielle ») mais aussi sur les changements quantitatifs repérés essentiellement par l'analyse des niveaux atteints par le produit national, global ou par tête, et donc des taux comparés de croissance.

Pierre Léon souligne cependant très justement que l'étude de la « croissance » doit s'élargir en une analyse du « développement » : « Quels que soient l'intérêt, l'importance de ces recherches, qui permettent de « quantifier » les progrès économiques et de sortir de l'imprévision ancienne, elles se sont trouvées, elles-mêmes, dépassées. Sous l'influence de François Perroux et de son école, une notion nouvelle a été introduite dans le langage et la pensée des économistes, celle de « Développement », dont la fortune a été grande. Alors que le concept de croissance est relativement simple et surtout est l'objet de mesure, celui de Développement, qui le complète, fait appel aux modifications structurelles, aux évolutions de la profondeur, à tout ce substratum d'éléments sociaux, intellectuels, moraux, voire spirituels, qui, en quelque sorte, sous-tendent la croissance, rendent possibles son démarrage et son épanouissement, l'accélération du mouvement ne pouvant se concevoir que par l'intervention de ces modifications intimes, qui en sont à la fois la cause et l'effet. Ainsi, suivant ce jeu de facteurs nouveaux dont Perroux nous montre toute la subtilité, dans ce très grand livre que constitue « l'Economie du XX^e siècle », la crois-

sance n'apparaît plus que comme l'épiphénomène d'un complexe très diversifié, et dont l'étude suscite l'intervention des spécialistes ».¹

Il est bien évident que ce sont les problèmes du présent qui ont amené économistes et historiens à reconsidérer sous un angle nouveau les problèmes du passé : la nécessité de faire entrer vraiment le Tiers Monde dans la voie du développement rendait scientifiquement utiles les recherches consacrées au processus qu'avaient suivi les grandes nations industrialisées pour échapper à la stagnation, sans qu'il fût bien entendu envisagé d'y chercher un *modèle*, au sens mathématique et moins encore au sens exemplaire de ce terme. Certaines voix n'ont pas manqué d'insister d'ailleurs sur des différences importantes. C'est ainsi que Charles Bettelheim estime pour sa part qu'on ne peut considérer les pays dits sous-développés comme en retard par rapport aux pays industrialisés, la notion de retard impliquant qu'il leur faille rattraper les pays occidentaux en imitant leur exemple et leurs solutions. Il considère que les pays sous-développés sont dans une situation radicalement différente de celle que pouvait connaître, il y a 50, 100 ou 300 ans, les pays aujourd'hui industrialisés : ceux-ci n'étaient pas économiquement dépendants ; la structure de leur production ne comportait pas quelques secteurs hypertrophiés fortement pénétrés de capitaux étrangers et étroitement liés à quelques marchés extérieurs ; elle ne supportait pas la charge financière de lourdes obligations et leur industrie naissante, beaucoup moins concurrencée, n'avait pas à recourir à des importations coûteuses d'équipements.²

Les progrès de la comptabilité nationale ont fourni l'instrument qui a permis de déceler les modes et les rythmes de la croissance ; ils ont donné naissance à des études comparées, dans l'espace, de l'évolution des revenus nationaux et incité à étendre la comparaison dans le temps, donnant naissance à ce que Jean Marczewski a proposé d'appeler *l'histoire quantitative*, avec des limites strictes pour l'acceptation de ces termes.³ A l'alluvion de l'histoire quantitative se sont ajoutés tous les apports des sciences économiques et humaines, nécessaires à la compréhension du développement.

*
* *

On sait que les travaux de Walt W. Rostow ont servi, en histoire,

¹ Pierre LEON, « Un projet : l'étude quantitative de la croissance dans une région dominante de l'ensemble économique français : la région lyonnaise 1815-1967 », *Bulletin du Centre d'Histoire économique et sociale de la région lyonnaise*, mai 1969, p. 23. Parmi les travaux de P. LEON, citons entre autres pour notre sujet : « Tradition et machinisme dans la France du XVIII^e siècle », *Information Historique*, 1955, I, pp. 5-14 ; « L'industrialisation en France en tant que facteur de croissance économique, du début du XVIII^e siècle à nos jours », *Première Conférence Internationale d'Histoire Economique*, Stockholm, août 1960, Paris et La Haye, Mouton, 1960, pp. 163-204.

² Charles BETTELHEIM, *Planification et croissance accélérée*, Paris, François Maspero, 1965, 8°, 214 p., pp. 28-29. On trouvera une remarquable contribution à l'étude de la croissance et une précieuse bibliographie (avec un résumé de 145 livres ou articles) dans Jacques AUSTRUY, *Le scandale du développement*, Paris, Marcel Rivière, 1965, 8°, 535 p.

³ Jean MARCZEWSKI, *Histoire quantitative, buts et méthodes*, dans Cahiers de l'Institut de Science Economique Appliquée, n° 115, Série AF, n° 1, Juillet 1961, pp. III-LIV ; Jean MARCZEWSKI, *Comptabilité nationale*, Paris, Dalloz, 1965, 661 p., pp. 60-64.

de catalyseur et provoqué d'abondantes discussions à cause de la périodisation qu'ils envisageaient⁴ : à des dates différentes et selon des modalités variables selon les pays, les économies et les sociétés franchiraient toutes cinq étapes. A la société traditionnelle, essentiellement agraire, presque bloquée ou du moins à croissance très lente succéderait une société de la phase transitoire où se réuniraient les conditions permettant d'échapper à la stagnation (changements économiques, dont la hausse de la productivité agricole, changements politiques, en particulier mise en place d'un gouvernement moderne efficace, changements sociaux, avec l'essor d'une nouvelle élite d'entrepreneurs supplantant l'ancienne classe dirigeante dont la puissance s'appuyait sur la propriété foncière, changements des mentalités). La société se trouverait ainsi amenée à un seuil de départ où elle pourrait consacrer plus de 5% de son revenu national à l'investissement et assurer son « *take-off* », expression d'abord traduite en français par *démarrage* et de plus en plus par *décollage* ; le *take-off* durerait pendant une période assez brève de deux ou trois décennies, période au cours de laquelle les structures économiques et sociales se bouleverseraient au point que la croissance deviendrait ensuite plus ou moins automatique (*self-sustained growth*). Le décollage est rendu possible par le fait que le taux d'investissement est passé de 5 à 10 %, taux qui permet de faire face à tout accroissement démographique. Le *take-off* est ainsi défini comme l'intervalle de temps durant lequel le taux de l'investissement s'accroît de telle sorte que la production réelle par tête s'élève et que cette augmentation initiale entraîne avec elle des changements radicaux dans les techniques de production et la répartition des revenus qui donnent à l'investissement et au *trend* ascendant de la production par tête un caractère auto-soutenu. Les décennies qui auraient vu s'opérer l'élan décisif seraient les suivantes :

Angleterre	1783-1802
France	1830-1860
Belgique	1833-1860
Etats-Unis	1843-1860
Allemagne	1850-1873
Suède	1868-1890
Japon	1878-1890
Russie	1890-1914
Canada	1896-1914

Le décollage réussi en une période relativement brève, suivent de nombreuse décennies au cours desquelles les sociétés s'acheminent vers la maturité et franchissant des seuils de modernisation, parviennent à la société industrielle ou société de consommation (en atten-

4. Wait. W. ROSTOW, *The Stages of Economic Growth* (Cambridge, Univ. Press, 1960, XII - 179 p., ouvrage traduit en français : *Les étapes de la croissance économique* (Paris, Editions du Seuil, 1962, 207 p.; voir aussi W.W. ROSTOW, *The Economics of Take-off into Sustained Growth* (New York, 1964, 481 p.) : analyse du *take-off* en plusieurs pays par de nombreux auteurs.

dant peut-être la sixième étape, encore du domaine de la prospective, de la société post-industrielle).⁵

Les travaux de Rostow tendent entre autres à substituer le concept de « *take-off* » à celui de « révolution industrielle ». Les deux concepts recouvrent bien les mêmes réalités : l'abandon irréversible des structures agraires traditionnelles dans les pays qui s'industrialisent et qui, de ce fait, redistribuent leurs facteurs de production, procèdent à une refonte de la hiérarchie des classes et des valeurs sociales. Mais une importante différence les sépare : l'idée de révolution industrielle a connu elle-même une évolution importante et elle a tendu, paradoxalement, à désigner une période étendue sur de nombreuses décennies, période au cours de laquelle les changements, surtout qualitatifs, effets de bouleversements profonds mais lents, ont été opérés ; l'étude du *take-off* aboutit, elle, à localiser dans le temps une période plus brutale (en somme plus « révolutionnaire ») de vingt ou trente années pendant laquelle la production, indice privilégié des changements quantitatifs, a commencé à croître de manière décisive, annonçant l'évolution irrévocable des structures.⁶

Dans son ouvrage, « *Révolution industrielle et sous-développement* » (Paris, S.E.D.E.S., 8°, 1963, 360 p.), Paul Bairoch mêle en fait pour sa part les deux notions de « révolution industrielle » et de « *take-off* » et privilégiant dans le modèle de Rostow les données strictement économiques, il a considéré que l'analyse de l'expérience historique permettait d'affirmer que les progrès agricoles constituaient le facteur déterminant d'amorce du développement. Il a pour cela éliminé ce qu'il appelle « les pseudo-facteurs d'amorce du développement », qui auraient joué un rôle certain mais non déterminant : les progrès techniques, l'accroissement de la population, la montée des prix et l'accumulation du capital commercial. Les progrès de l'agriculture auraient, eux, précédé ceux des secteurs industriels, en particulier en Angleterre, en Belgique, en Allemagne et aux Etats-Unis. Cette antériorité n'implique pas qu'il y ait eu nécessairement un lien de cause à effet, mais d'autres arguments renforceraient l'hypothèse : les progrès agricoles ont eu d'importants effets directs : essor démographique, exode d'une partie de la population active agricole vers l'industrie, accroissement de la demande de produits sidérurgiques et de biens de consommation. Ces effets directs auraient entraîné à leur tour d'importants effets indirects, parmi lesquels l'essor de l'industrie cotonnière, ce qui aurait provoqué un nouvel appel de main-d'œuvre rurale, des innovations techniques dans le textile et la métallurgie, en particulier la substitution du charbon au bois et l'utilisation de machines améliorées ; la création des chemins de fer est ainsi rendue possible et l'on est

5 Alain TOURAINE, *La société post-industrielle*, Paris, Gonthier, 1969, 320 p.

6 Maurice LEVY-LEBOYER, « La croissance économique en France au XIX^e siècle », *Annales E.S.C.*, 1968, n° 4, p. 788. Sur le sens du mot « révolution », voir Louis GIRARD, *Etude comparée des mouvements révolutionnaires en France en 1830, 1848 et 1870-1871 (1830-1848)*, (Paris, CDU, 1960, 2 fasc.), pp. 2-3.

parvenu à la fin d'un take-off qui n'aurait pu s'amorcer que grâce à la hausse de la productivité agricole.

Rostow a explicitement présenté ses travaux comme une théorie alternative à Marx (le sous-titre de son ouvrage sur les étapes de la croissance le souligne déjà nettement : *a non-communist manifesto*) ; aussi son œuvre n'a-t-elle pas manqué de provoquer des critiques chez certains historiens. Dès 1961 dans la revue *La Pensée*,⁷ Pierre Vilar a engagé le fer. Il déclare qu'il n'est pas heurté par l'idée de stades progressivement atteints par les sociétés : Marx aussi a distingué des stades et ce que Rostow appelle la société de la phase transitoire et du *take-off* correspond aux stades que les marxistes appellent « la transition du féodalisme au capitalisme » et la révolution industrielle. Mais P. Vilar insiste sur les divergences : sous le vocable de « société traditionnelle », Rostow semble réunir toute l'évolution économique et sociale de la préhistoire à 1780, alors que Marx a soigneusement distingué plusieurs étapes. La société traditionnelle et la société postérieure au décollage présentent des traits communs : l'esprit scientifique animait déjà certains penseurs grecs et certains penseurs de la Renaissance, la mobilité sociale demeure restreinte dans la société nouvelle, qui connaît de graves crises économiques et sociales rappelant les crises antérieures, avec en plus des conflits mondiaux bien plus graves que les conflits antérieurs. En ce qui concerne le *take-off*, celui-ci a été rendu possible dans les sociétés occidentales par le capitalisme qui n'a pas provoqué seulement un changement de niveau mais a engendré un véritable changement de nature de la société. Pourquoi ce changement ? P. Vilar rappelle les thèses de Marx et d'Engels : le capitalisme commercial a favorisé l'essor d'une économie marchande qui a permis une « accumulation primitive » du capital, mais les économies ne pouvaient se développer qu'aux dépens des autres par divers procédés : pillages coloniaux, taux de prêt usuraires, éviction des petits propriétaires des campagnes, etc. Cependant le développement même du commerce mondial tendait à détruire les hauts bénéfices du monde marchand, en ruinant les taux usuraires et en diminuant les déséquilibres. A leur argent accumulé, les capitalistes marchands ont cherché à faire retrouver des profits très élevés en l'investissant dans le financement d'un type nouveau d'entreprise : la production industrielle de masse et son corollaire, le capitalisme industriel. L'invention de la machine à vapeur et les innovations techniques apparaissent alors à la fois comme le couronnement d'un lent processus et en même temps le point de départ d'un processus nouveau ; avec la création et l'accumulation d'un capital d'origine nouvelle, le capital industriel, de nouveaux rapports de production s'affirment par l'opposition d'une classe de patrons propriétaires et d'une classe

⁷ Pierre VILAR, « Développement historique et progrès social. Les étapes et les critères », *La Pensée*, n° 98, juillet-août 1961, pp. 27-54. Voir aussi P. VILAR, « Croissance économique et analyse historique », *Première conférence internationale d'Histoire économique*, Stockholm, août 1960, pp. 35-82.

de prolétaires. P. Vilar critique en outre l'idée de la croissance auto-soutenue postérieure au décollage, de cette sorte d'escalier mécanique de la croissance fonctionnant sans mal une fois le départ assuré.

Ces approches théoriques des origines de la croissance industrielle, trop rapidement examinées, nous ont cependant permis de repérer quelques-uns des principaux problèmes qui se posent à l'analyse historique : bouleversements économiques et sociaux, changements quantitatifs et qualitatifs étendus soit sur une période assez longue, soit sur une période relativement brève, rôle de la révolution agricole, problème de l'origine des capitaux. Nous voudrions examiner ces problèmes, principalement dans le cadre de l'Angleterre et de la France, pays où se sont amorcées les transformations décisives, en prenant soin toutefois de veiller à d'autres confrontations, en particulier avec la Belgique.

*
**

On considère classiquement que c'est en Angleterre que s'est d'abord manifesté le dégel décisif des anciennes structures et précipité la diffusion des innovations techniques, que l'Angleterre est ainsi le premier pays à avoir connu la « révolution industrielle » qui lui a permis d'échapper à la stagnation des siècles antérieurs. Mais l'on n'a pu manquer de s'interroger sur les aspects et les limites de « l'avance anglaise » en 1789 puis en 1815.

Pour sa part, François Crouzet a bien rappelé le fait que c'est en Grande-Bretagne que toutes les inventions de base qui ont créé l'industrie moderne ont été réalisées, perfectionnées et diffusées et que l'industrie française, elle, n'a évolué techniquement au XVIII^e siècle que grâce à l'aide de techniciens étrangers, la plupart britanniques. Il en résulte qu'à la veille de la Révolution française, la production industrielle par habitant et par actif est supérieure en Angleterre, mais le volume et la valeur de la production industrielle française, gages de la puissance économique, demeurent plus élevés. Dans les années 1780, le retard de la France n'était pas désastreux, et la Révolution industrielle allait peut-être y démarrer avec un décalage de quelques années, estime F. Crouzet, mais les événements et les guerres de la Révolution et de l'Empire ont affaibli inégalement l'Angleterre et la France : « le capitalisme britannique est sorti de l'épreuve meurtri, mais intact dans ses forces profondes et plus dynamique que jamais ».⁸ Maurice Lévy-Leboyer pense de même que c'est durant la période 1789-1815 que l'avance anglaise est devenue décisive : « L'instabilité politique a ralenti l'industrialisation sur le Continent. On ne peut détruire l'œuvre d'une génération, sans qu'un pays en ressente les effets et cela d'une manière durable. De ce point de vue, la Révolution

⁸ François CROUZET, *L'économie britannique et le blocus continental (1806-1813)*, Paris, P.U.F., 1958, 2 vol., p. 872 ; « Croissances comparées de l'Angleterre et de la France au XVIII^e siècle », *Annales E.S.C.*, 1966, pp. 254-291.

française a été une catastrophe nationale. La guerre, de même, a gêné les entreprises, elle les a privées de leur personnel qui s'est dispersé pour échapper à la conscription ; de plus, elle a bouleversé le ravitaillement en matières premières ».⁹

Les études de Jean Marczewski et de Tihomir J. Markovitch nuancent un peu la notion de l'avance anglaise, car s'ils aboutissent aussi à souligner la supériorité de la *productivité* britannique, moteur de la croissance, ils soulignent l'avance maintenue de la *production* française, liée il est vrai au décalage démographique. J. Marczewski compare les évolutions anglaise et française en s'appuyant sur les travaux d'histoire quantitative menés d'une part sur l'économie britannique par Phyllis Deane et W.A. Cole et d'autre part sur la France par T.J. Markovitch (qui a calculé à la fois la production et le produit de l'industrie, celui-ci par addition des valeurs ajoutées et non des chiffres d'affaires).¹⁰ Il estime qu'au début du XIX^e siècle, le produit agricole français demeurait très supérieur au produit anglais, et que le produit industriel de la France lui-même, s'il s'accroissait moins vite que celui de l'Angleterre, lui demeurait encore supérieur de 70 %. L'égalisation n'aurait été atteinte que vers 1821. T.J. Markovitch conclut quant à lui : « Après les travaux qui ont été effectués pour la Grande-Bretagne et à la lumière de nos propres résultats, il nous est maintenant possible d'affirmer que la France était non seulement au XVIII^e siècle, mais même au début du XIX^e siècle, la première puissance industrielle du monde. La production industrielle française était supérieure à celle de l'Angleterre pour un très grand nombre de produits à la fin de l'ancien régime et à l'époque napoléonienne ».¹¹

Quant à la place à accorder à la Belgique dans la course au développement, P. Bairoch la situe très haut puisqu'il écrit : « La Belgique et la Suisse, pour lesquelles on situe généralement le début du développement industriel dans les années 1820-1840, ont connu un démarrage beaucoup plus précoce. Sur la base des données disponibles pour 1810 et 1840, on peut conclure que la révolution industrielle a débuté dans ces deux pays (comme d'ailleurs aux Etats-Unis) avant le XIX^e siècle. Il est même probable que le second pays à suivre l'Angleterre dans la voie de l'industrialisation ne soit pas, comme on le suppose généralement, la France, mais l'un des trois pays dont nous venons de parler ».¹²

J. Craeybeckx pense que P. Bairoch va trop vite quand il situe si

⁹ Maurice LEVY-LEBOYER, *Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1964, 813 p., p. 29.

¹⁰ J. MARCZEWSKI, *Le produit physique de l'économie française de 1789 à 1913 (comparaison avec la Grande-Bretagne)*, Paris, Cahiers de l'I.S.E.A., n° AF, juillet 1965, pp. IX-CLIV ; Phyllis DEANE et W.A. COLE, *British Economic Growth, 1688-1959, Trends and Structure*, Cambridge, 1964, 348 p. ; T.J. MARKOVITCH, *L'industrie française de 1789 à 1964*, dans Cahiers de l'I.S.E.A., n° AF 4, 5, 6 et 7, 1965-1967.

¹¹ T.J. MARKOVITCH, *op. cit.*, Cahiers I.S.E.A., n° AF 7, pp. 316-317.

¹² P. BAIROCH, « Niveaux de développement économique de 1810 à 1910 », *Annales E.S.C.*, 1965, 6, p. 1113.

tôt le démarrage belge, mais il nous présente cependant une Belgique économiquement avancée aux confins des XVIII^e et XIX^e siècles.¹³ Relevons toutefois que si la cokéfaction est en usage dans la partie liégeoise du bassin de Charleroi depuis 1782,¹⁴ le coke n'a été utilisé dans les hauts fourneaux belges qu'à partir des dernières années du régime hollandais, plusieurs décennies donc après l'Angleterre et la France.

Même si l'on tient compte, comme on le doit, des avis de J. Marczewski et de T.J. Markovitch, on peut continuer de penser que c'est en Angleterre que l'industrialisation s'est amorcée de la façon la plus précoce et la plus nette et donc rechercher les causes et les aspects du processus.¹⁵ La révolution agricole a bien précédé ici les transformations dans l'industrie, constitué une « pré-condition » nécessaire (quoique non suffisante du décollage) : les grandes innovations techniques, sauf en matière de sélection de bétail, sont antérieures à 1750 et dès le XVII^e siècle, des progrès ont été réalisés, tels que l'introduction de nouvelles cultures fourragères et légumineuses et d'assolements qui les incorporaient, à la fois sur les terres encloses et sur l'openfield, mais ces progrès, loin de chasser une partie de la main-d'œuvre rurale, l'auraient retenue à la terre.¹⁶ Les progrès agricoles, en améliorant le niveau des campagnes, auraient favorisé l'essor démographique et accru les besoins en articles textiles, bref beaucoup stimulé une demande que les besoins des marchés extérieurs augmentaient également.

D'autres facteurs semblent avoir joué un rôle moins important. En ce qui concerne les conditions géographiques, l'Angleterre, pays maritime, a pu être légèrement avantagée par rapport à la France, nation semi-continentale, mais il convient de remarquer que le commerce maritime de la France et de l'Angleterre s'est développé selon le même rythme de croissance au XVIII^e siècle. On ne saurait non plus opposer une Angleterre libérale à une France réglementariste et étatiste : au XVIII^e siècle, le système corporatiste était en France en pleine décadence et, en fait, ne s'étendait pas à la plus grande partie de l'industrie. De même, l'aristocratie anglaise ne se distinguait peut-être pas autant qu'on l'a dit de l'aristocratie française : elle a peu participé aux affaires industrielles alors que l'aristocratie française contrôlait

13 Jan CRAEYBECKX, « Les débuts de la révolution industrielle en Belgique et les statistiques de la fin de l'Empire », dans les *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, Bruxelles, 1968, pp. 115-144.

14 Cécile DOUXCHAMPS-LEFEVRE, « Les premiers essais de fabrication du coke dans les charbonnages du Nord de la France et de la région de Charleroi à la fin du XVIII^e siècle », *Revue du Nord*, janvier-mars 1968, pp. 25-34.

15 François CROUZET, « Croissances comparées de l'Angleterre et de la France... » art. cité ; F. CROUZET, « Agriculture et révolution industrielle. Quelques réflexions », *Cahiers d'Histoire*, t. XII, 1967, 1-2, pp. 67-88. Voir aussi l'étude de David S. LANDES sur la révolution industrielle anglaise dans le *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne*, 1961, 3 et le t. VI de la *Cambridge Economic History of Europe*, Cambridge, 1965.

16 Maurice LEVY-LEBOYER pense que c'est la pénurie de main-d'œuvre qui caractérise l'Angleterre du XVIII^e siècle et aussi du XIX^e siècle : « Les processus d'industrialisation : le cas de l'Angleterre et de la France », *Revue Historique*, avril-juin 1968, pp. 281-296.

des secteurs importants de la métallurgie, de l'industrie houillère¹⁷ et de l'industrie du verre. Problème classique, le protestantisme a-t-il favorisé l'essor du capitalisme ? L'attitude devant la science et les techniques, le niveau d'instruction ont-ils été plus favorables en Angleterre ? Et sur le plan politique, la « Révolution bourgeoise » en Angleterre du XVII^e siècle peut-elle être considérée comme ayant ouvert la voie à un « gouvernement moderne efficace », condition favorable au décollage ?

Avec F. Crouzet, on peut estimer que du côté de l'offre, certains facteurs ont joué un rôle particulièrement important : la métallurgie anglaise a souffert au XVIII^e siècle d'une pénurie de bois, qui a contraint les industriels britanniques à remplacer le charbon de bois, qui était coûteux et dont l'offre était rigide, par le coke meilleur marché et dont l'offre était beaucoup plus élastique par suite de l'abondance des ressources en houille. L'importance des capitaux disponibles, contrastant avec la pénurie de main-d'œuvre, a permis des investissements judicieux dans l'industrie.

D'où venaient en Angleterre ces capitaux abondants, dont l'accumulation préalable était nécessaire pour permettre le décollage ?¹⁸ On peut envisager une hiérarchie décroissante. C'est d'abord l'artisanat et l'industrie qui ont fourni l'essentiel des capitaux qui ont permis à la grande industrie de démarrer. Parmi ces capitaux, ceux qui ont été fournis par les *merchant-manufacturers* ont alimenté pour une large part l'industrie du coton et de la laine et pour une moindre part la métallurgie : au milieu du XVIII^e siècle, plusieurs branches de l'industrie britannique étaient organisées selon le système du capitalisme commercial et dominées par de puissants marchands-fabricants qui disposaient de nombreux capitaux et ont été incités à investir dans la grande industrie par le désir d'assurer leur approvisionnement en articles semi-finis (filés de coton par exemple) et surtout celui de réaliser de hauts profits dans l'industrie. Ce mouvement vers l'amont a pris parfois d'autres formes : le développement des mines de charbon à la fin du XVIII^e siècle a été assuré largement par des maîtres de forges et, dans le Pays de Galles, par des fondeurs de cuivre. D'importance moindre, mais encore considérable a été l'afflux des capitaux fournis par le grand commerce. Ici aussi, les mouvements se sont faits vers l'amont : des marchands de fer et des quincailliers en gros de Bristol et de Londres ont joué un rôle très important dans la création de la grande métallurgie du Sud du Pays de Galles, des négociants en charbon de Londres ont investi des capitaux dans les bassins du Northumberland et Durham. Mais la brasserie, elle, a connu des investissements de capitaux vers l'aval : de nombreuses entreprises ont été

17 Marcel ROUFF, *Les mines de charbon en France au XVIII^e siècle (1744-1791)*, Paris, 1922, LXII, 624 p., Paris, Thèse Lettres ; Louis TRENARD, « Le charbon avant l'ère industrielle », Actes du Colloque Charbon et Sciences Humaines, Lille, mai 1963. Paris et La Haye, Mouton, 1966, pp. 53-102.

18 François CROUZET, « La formation du capital en Grande-Bretagne pendant la Révolution industrielle », *Deuxième conférence internationale d'Histoire économique*, Aix-en-Provence, 1962, Paris, La Haye, Mouton, 1965, pp. 589-642.

fondées ou reprises par les négociants qui fournissaient les matières premières de la brasserie, notamment par des marchands de malt. En ce qui concerne l'influence du négoce colonial, il est certain que les effets indirects ont été importants, grâce à un accroissement de la demande provoqué par l'enrichissement en Angleterre et l'appel des marchés extérieurs, mais les effets directs semblent moindres : l'accélération de l'industrialisation britannique se place après 1783, alors que l'Angleterre vient de perdre les colonies d'Amérique du Nord, que ses Antilles étaient en pleine décadence et que les Indes Orientales n'avaient encore qu'une importance secondaire. Les fortunes des planteurs des Antilles, des *West India merchants* et des nababs des Indes Orientales ont beaucoup plus alimenté des achats de fonds d'Etat et de biens fonciers que des investissements dans l'industrie. Ne semblent avoir eu qu'une importance assez faible les capitaux d'origine foncière, les capitaux bancaires comme les capitaux étrangers. Soulignons enfin qu'une fois les sociétés fondées grâce aux capitaux dont nous avons rappelé les origines, c'est l'autofinancement, le réinvestissement des bénéfices, ceux-ci très élevés à l'aube de la croissance industrielle, qui a permis aux entreprises de se développer.

Deane et Cole (*op. cit.*), ont tenté d'évaluer la part du revenu national britannique consacré à l'investissement. Ils estiment que cette part s'est accrue lentement depuis la fin du XVII^e siècle jusque vers 1783, passant de 3 à 5 % ; la période 1783-1802 aurait connu une brusque accélération, la part de l'investissement bondissant à 7 % au début du XIX^e siècle ; le capital investi en machines représenterait alors 2 à 2,5 %. Ce ne serait qu'après 1830, avec le développement des chemins de fer, que les investissements auraient atteint un niveau beaucoup plus élevé. Pour les décennies 1783-1802, les investissements (dans la mesure où il est alors possible de les apprécier) n'atteignent donc pas les parts que W.W. Rostow considère comme nécessaires (passage de 5 à 10 % du revenu national affecté à l'investissement), mais ils connaissent, fait sans doute décisif, un fort accroissement. C'est également au cours de ces décennies que s'est effectuée dans les filatures de coton la diffusion de la machine à vapeur, innovation capitale.

Peut-être peut-on conclure que dans le cas de l'Angleterre, il y a eu à la fois révolution industrielle et *take-off* : une très longue révolution agricole a favorisé au cours du XVIII^e siècle des progrès industriels, qui durant les décennies 1783-1802, ont connu une accélération considérable, donnant à l'Angleterre une avance décisive dans le domaine de la productivité, la France conservant cependant alors sa supériorité quant au volume de la production.

*
* *

Le cas de la France semble bien différent de celui de l'Angleterre, puisque certaines études récentes laisseraient entendre qu'il n'y a eu

en France ni révolution industrielle ni *take-off*. Il faut d'ailleurs rappeler que dès 1921, l'historien anglais Clapham avait écrit que « la France n'est jamais passée par une révolution industrielle. Il y a eu une transformation graduelle, un lent passage de son centre de gravité économique de l'agriculture vers l'industrie et un lent changement dans les méthodes de l'organisation industrielle ». ¹⁹

Pour sa part, M. Ernest Labrousse, tout en estimant que la France a connu une révolution industrielle, a souligné les limites de celle-ci par comparaison avec les transformations plus rapides et plus profondes de l'économie anglaise. ²⁰ L'Angleterre a cumulé une révolution technique et une révolution commerciale : la machine à vapeur a rapidement été appliquée à la fois à l'industrie et au chemin de fer et il y a eu rapide rencontre de la machine à vapeur et du libre-échange, d'où essor d'un grand capitalisme et d'un grand prolétariat. En France, l'évolution économique a été beaucoup moins brutale : la nouveauté, la machine à vapeur, s'introduit dans un pays qui reste protectionniste, le relâchement libéral ne se produisant qu'après 1860 ; de plus, le chemin de fer ne se développe qu'après la révolution industrielle. Il n'y a donc pas eu en France pression cumulée de la révolution technique dans l'industrie et les transports, pression cumulée de la révolution technique et commerciale, d'où le développement d'un moins grand capitalisme et d'un moins grand prolétariat. Mais s'il estime que la révolution industrielle a été en France moins importante qu'en Angleterre, M. Labrousse pense cependant qu'elle a bien eu lieu, coïncidant même avec une révolution agricole marquée par le développement de cultures nouvelles et le relèvement des rendements : après 1815 s'est affirmé le rôle croissant des industries productrices de biens d'équipement, et plus particulièrement le rôle décisif du couple houille-métallurgie ; dans les industries de biens de consommation, la machine à vapeur a bouleversé les conditions de travail par la mécanisation de la filature puis du tissage du coton. Une tendance à la concentration capitaliste s'est affirmée et la révolution industrielle a été stimulée par la baisse des prix-or, qui en tendant à lamener le taux de profit, a obligé les entrepreneurs à recourir aux innovations techniques pour comprimer leurs prix de revient.

Claude Fohlen, quant à lui, a analysé les raisons de la supériorité britannique ²¹ et il s'est toujours montré très réticent envers l'idée d'une révolution industrielle française, impliquant des bouleversements profonds acquis à moyen terme, et dans son ouvrage sur *L'industrie textile sous le Second Empire* (Paris, 1956), il a souligné l'importance demeurée longtemps considérable des entreprises artisanales.

¹⁹ J.H. CLAPHAM, *The Economic Development of France and Germany 1815-1914*, Cambridge Univ. Press, première édit. 1921, quatrième édit., 1961, X, 420 p., p. 53 (passage souligné par J. MAKOVITCH, Cahiers de l'I.S.E.A., série AF, n° 7, p. 212).

²⁰ Voir en particulier E. LABROUSSE, *Aspects de l'évolution économique et sociale de la France et du Royaume-Uni de 1815 à 1880*, Paris, C.D.U., 1949, 3 fasc.

²¹ Claude FOHLEN, Introduction (pp. I-XXVIII) à la traduction française de l'ouvrage de T.S. ASHTON, *La révolution industrielle 1760-1830*, Paris, Plon, 1955.

Dans le cadre d'une enquête internationale sur le *take-off* analysé pays par pays, J. Marczewski, en s'appuyant sur les travaux d'histoire quantitative menés par T.J. Markovitch, s'est efforcé dès 1961 de répondre à la question : « Y a-t-il eu un *take-off* en France ? »²² et il répond par la négative : la France n'aurait connu qu'une croissance très graduelle et pour le XIX^e siècle, on pourrait distinguer simplement trois périodes d'accélération : 1796-1844, 1855-1884 et 1895-1913 et deux périodes de ralentissement : 1845-1854 et 1885-1894. Cette étude est fort importante, car elle a amené nombre d'historiens à considérer la question comme tranchée.

T.J. Markovitch, dans ses propres conclusions, a été amené pourtant à un point de vue un peu plus nuancé, puisque modestement il écrit dans un Cahier de l'I.S.E.A. daté de novembre 1966 : « Telles qu'elles sont présentées ici, les séries de la production industrielle ne permettent pas de donner une réponse satisfaisante à la question du *take-off* »²³. T.J. Markovitch a été amené à souligner l'importance de la dissociation des deux secteurs fondamentaux (industrie et artisanat) pour pouvoir juger du rythme véritable de l'industrialisation en France ; la présence de secteurs très statiques comme la meunerie ou la boulangerie alourdit le mouvement d'ensemble du produit industriel et d'autre part, à l'intérieur du secteur artisanal lui-même, certains éléments neufs réussissent à suivre le mouvement dynamique de la croissance. T.J. Markovitch estime donc que de nombreuses recherches doivent encore être menées pour pouvoir cerner un éventuel *take-off* en France et il suggère en particulier l'étude de l'organisation du crédit et de la mobilisation de l'épargne (étude éclairée déjà par les travaux de Bertrand Gille et de Jean Bouvier) et l'analyse minutieuse du faisceau de relations qui relie l'invention, l'innovation et la propagation. Alors que Rostow limite aux années 1830-1860 la période de décollage de l'économie française, il relève que quant à lui, il a trouvé pour la croissance industrielle des taux élevés durant toute la première moitié du XIX^e siècle, en tout cas pour la période 1815-1845 ; après un ralentissement de la croissance au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, il a rencontré une reprise de l'accélération vers la fin du siècle, qui marque le début d'une période d'ascension soutenue au XX^e siècle. Il y aurait donc là au moins deux périodes où la croissance industrielle a subi des accélérations visibles, en attendant la croissance plus ou moins planifiée de l'actuel après-guerre. Alors qu'il estime que la France a connu de 1815 à 1930 une croissance industrielle relativement lente, avec un taux moyen annuel de 1,8 %, T.J. Markovitch souligne que durant les années 1815-1850, le taux a atteint 3 %. Il décèle en outre des « ondes moyennes », couples de deux cycles de la conjoncture suivant un rythme d'alternance de taux de

²² Cahiers de l'I.S.E.A., série AD, n° 1, mars 1961, pp. 64-84.

²³ Cahiers de l'I.S.E.A., série AF, n° 7, p. 214. Voir aussi Jean BOUVIER, François FURET et Marcel GILLET, *Le mouvement du profit en France au XIX^e siècle*, Paris et La Haye, Mouton, 1965, 465 p., p. 270.

croissance plus forts et plus faibles : l'onde 1825-1844 verrait se succéder deux taux de 2,8 % et de 2,9 %, celle de 1845-1864 les taux de 1,7 % et 2,3 %. Enfin, l'accroissement rapide de la production dans la première moitié du XIX^e siècle se serait effectuée sous le signe de la hausse des prix : dès la Monarchie de Juillet, cette hausse aurait repris et c'est là une conclusion qui s'oppose à l'opinion admise jusqu'à présent par les historiens, dont les travaux se sont principalement appuyés sur les données de la *Statistique Générale de la France*, qui incorporent peu de produits industriels. Avouons sur ce point notre étonnement — et notre scepticisme.

A l'issue du Congrès de l'Association française des Historiens économistes, congrès tenu à Paris les 11 et 12 janvier 1969, Emmanuel Leroy-Ladurie a publié un article qui systématise les vues récentes.²⁴ La société française, jusqu'en 1730 environ, serait une *société froide* caractérisée par son inaptitude au changement ou, si l'on préfère, par sa prodigieuse faculté de récupération : même perturbée, même blessée, elle tend à se rebâtir et à se cicatriser selon le même dessin fondamental, cette crispation irrémédiable se traduisant par une série de « blocages » (production de subsistances, productivité agricole, salaires réels, population). On n'est sorti de cette stagnation que par la croissance, déclenchée peu à peu, ça et là, au Siècle des Lumières, qui a fait entrer la France dans la *société chaude* du XIX^e siècle, pour laquelle l'usage du concept de croissance tendrait à faire passer au second plan la notion de révolution industrielle. L'expansion économique, très marquée en France durant les deux premiers tiers du XIX^e siècle, serait, pour une grande part, fournie par les secteurs anciens (agriculture, bâtiment) que n'a modifiés, pendant bien longtemps, aucune percée technologique. Cette conception rejoindrait celle de certains économètres ou « cliométristes » américains, parmi lesquels figure Robert W. Fogel ; celui-ci, dans son livre, *Railroads and American Economic Growth* (Baltimore, 1964), s'est attaqué à l'idée que les chemins de fer auraient joué un rôle décisif dans la croissance économique du XIX^e siècle et a entendu prouver, grâce à des chiffres et à des hypothèses de remplacement, que sans les chemins de fer, l'essor prodigieux des Etats-Unis pendant les 80 premières années du XIX^e siècle n'aurait guère été différent de ce qu'il fut et serait surtout dû à l'effort des fermiers américains. Dans leur ouvrage, *The Economics of Slavery*,²⁵ R.W. Fogel et Stanley L. Engerman vont même jusqu'à estimer que dans le Sud, l'esclavage est demeuré jusqu'à la fin parfaitement rentable. E. Leroy-Ladurie « estime donc que les études récentes » majorent le rôle des éléments traditionnels dans l'essor, apparemment révolutionnaire, du XIX^e siècle.

Au Congrès des Historiens économistes, plusieurs interventions sont allées dans le sens indiqué par E. Leroy-Ladurie. Michel Morineau

²⁴ *Le Monde*, 25 janvier 1969.

²⁵ Center of Mathematical Studies in Business of Economics University of Chicago, 1968, 101 p.

par exemple pense qu'il n'y a pas eu d'amélioration des rendements agricoles dans les régions de France qu'il a étudiées, ceci entre le XVII^e siècle et 1840²⁶ et nie en conséquence que l'on puisse établir au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle un lien entre des progrès agricoles et l'essor démographique ou industriel.

En revanche, on peut estimer que le précieux indice annuel de la production de l'industrie française au XIX^e siècle, établi et présenté au Congrès par François Crouzet, oblige à des vues plus nuancées. L'auteur a entendu construire un indice annuel des quantités produites ou utilisées, ceci grâce à des séries longues, continues et homogènes, en évitant le plus possible d'interpoler et surtout d'extrapoler. Les indices élémentaires établis sur la base 1913 = 100 ont été affectés de coefficients de pondération, variant d'une décennie à l'autre, en fonction de la structure de l'industrie française (en valeurs ajoutées), établie par T.J. Markovitch, et naturellement, ces coefficients constituent le principal facteur d'incertitude. En plus, jusqu'en 1830, les données sont limitées et peu sûres. Du fait des pondérations adoptées, F. Crouzet a trouvé jusqu'en 1850 pour le groupe des textiles un indice stagnant, car dominé par celui du lin et du chanvre, et il a été ainsi amené à établir deux indices généraux : un indice A qui inclut les indices du lin et du chanvre et un indice B qui exclut ceux-ci. L'indice A comporte donc une forte part d'industries textiles à caractère artisanal et il reflète l'ensemble de l'industrie travaillant pour le marché. L'indice B est plus partiel, mais il est assez homogène, réunissant surtout des activités dynamiques ou nouvelles ; il est surtout représentatif de la production de la grande industrie, du mouvement d'industrialisation.²⁷ Si l'on trace les courbes semi-logarithmiques correspondant aux séries ainsi établies par F. Crouzet, on constate qu'en fait, la période 1830-1860 correspond assez bien à une accélération notable de la production industrielle, contrastant avec la stagnation des années antérieures. Entre 1830 et 1860, l'indice VIII A double presque, passant de 21 à 39,1 (1913 = 100), l'indice VIII B fait plus que tripler, s'élançant de 8,2 à 25,8. Si l'on tient compte uniquement des extrêmes, le taux annuel moyen de croissance apparaît ainsi de 2,09 % pour l'indice VIII A et de 3,89 % pour l'indice VIII B. Mais il est évidemment arbitraire de considérer les seuls indices extrêmes d'une période au cours de laquelle la production a connu de nombreuses fluctuations. En calculant alors les taux moyens annuels de croissance par la méthode de l'ajustement exponentiel, nous trouvons un taux annuel de 2,25 % pour l'indice VIII A et un taux de 3,81 % pour l'indice VIII B.²⁸ Ces taux

²⁶ Voir Michel MORINEAU, « Y a-t-il eu une révolution agricole en France au XVIII^e siècle », *Revue Historique*, avril-juin 1968, pp. 299-326 et « Histoire sans frontière : prix et « révolution agricole », *Annales E.S.C.*, mars-avril 1969, pp. 403-423.

²⁷ François CROUZET, « Construction d'un indice annuel de la production de l'industrie française au XIX^e siècle », rapport présenté au Congrès de l'Assoc. Fr. des Historiens Econ., le 11-1-1969, 8 p. ronéo., tabl. et graph. Les séries d'indices établies par F. Crouzet seront publiées et analysées par leur auteur dans les *Annales E.S.C.*

²⁸ Le taux moyen entre les extrêmes se calcule par la méthode des intérêts composés. L'ajustement exponentiel s'obtient en appliquant la méthode des moindres carrés aux logarithmes des indices. Cf. notre étude. *Les techniques de l'histoire économique*, Paris, C.D.U., 1962 et 1964, pp. 66-67 et pp. 70-73.

peuvent paraître assez modestes par comparaison à certains taux obtenus au milieu du XX^e siècle, mais il convient de les replacer dans le contexte d'un XIX^e siècle, qui contraste avec le blocage des siècles antérieurs mais connaît encore dans l'ensemble une croissance assez lente : F. Crouzet trouve pour la période 1815-1914 des taux respectivement de 1,61 % pour l'indice VIII A et de 2,97 % pour l'indice VIII B. Les décennies 1830-1860 apparaissent alors bien marquées par une accélération privilégiée.

Il serait intéressant de comparer les résultats obtenus par F. Crouzet et ceux de T.J. Markovitch et de Maurice Lévy-Leboyer, qui ont également calculé des indices de la production industrielle française.²⁹ Mais les séries de base et les méthodes d'établissement sont très différentes ; T.J. Markovitch a par exemple essentiellement calculé sa série d'indices annuels à partir de sa série d'indices décennaux, ce qui, du fait de la méthode adoptée, a provoqué la constitution d'une série extrêmement fluctuante à court terme. On peut simplement constater que les séries annuelles de F. Crouzet et de T.J. Markovitch permettent de repérer des taux de croissance assez voisins, alors que la série de M. Lévy-Leboyer révèle des taux nettement plus élevés.

A la fin de son rapport, François Crouzet suggérait que son travail fût continué par l'élaboration d'indices régionaux et, éventuellement, d'un indice international de la production industrielle de l'Europe. Comme le note Pierre Léon, « la croissance, telle qu'on peut l'observer *in vitro*, ne semble en aucune façon uniforme ; surtout elle ne va pas sans comporter des freinages, voire des « retours » ; or, ce sont ces freinages, ces distorsions et ces régressions qui intéressent, au premier chef, l'Historien, car ils introduisent, dans le « général », l'élément original, particulier, qui fait, en grande partie, l'objet de l'Histoire. Or, ces « déviations » ne peuvent être appréhendées que dans le cadre de la Région, qui les suscite ».³⁰ On ne peut donc que se réjouir de voir le Centre d'Histoire économique et sociale de la Région lyonnaise, dans le cadre d'une vaste enquête sur la croissance et le développement de l'espace étudié, fixer parmi ses premiers objectifs la constitution d'un indice de la production industrielle de la région lyonnaise de 1815 à 1967, et d'abord de 1815 à 1914, indice qu'il sera passionnant de confronter avec les indices nationaux établis. Pour notre part, à l'Université de Lille, nous avons également engagé des étudiants d'Histoire à réunir les séries qui devront permettre, pour la même période, d'établir un indice de la production industrielle pour l'importante région du Nord.

En janvier 1969, au Congrès de l'Association française des Historiens économistes, P. Lebrun est intervenu pour fournir quelques indi-

²⁹ Voir Maurice LEVY-LEBOYER, « La croissance économique en France au XIX^e siècle », *Annales E.S.C.*, 1968, 4, pp. 789-807 ; Thimomir J. MARKOVITCH, « Les cycles industriels en France (Essai d'élaboration préalable d'indices annuels de la production industrielle pour le XIX^e siècle) », *Le mouvement social*, 1968, n° 63, pp. 10-39.

³⁰ Pierre LEON, *loc. cit.*, Bull. du Centre d'Hist. éc. et soc. de la Région lyonnaise, mai 1969, p. 20.

cations au sujet d'un indice de la production industrielle belge en cours d'achèvement, indice qui permettra, ici encore, de fructueuses comparaisons. Malheureusement, l'absence de nombreuses séries avant 1830 rend difficile l'appréciation des origines de la croissance. Il semble en tout cas que la notion de *take-off* et le choix de 1833 comme date initiale du décollage en Belgique provoquent beaucoup de réticences.³¹ Pour sa part, J. Craeybeckx³² souligne que même dans un petit pays comme la Belgique, les phases parcourues n'ont pas été les mêmes dans toutes les régions, que la révolution industrielle n'a d'abord ébranlé que quelques îlots : à ses débuts, elle n'a que fort peu affecté le mode de vie de la majorité de la population qui, pendant une longue partie du XIX^e siècle, a continué à vivre dans les structures économiques et mentales traditionnelles. Mais comme l'histoire économique se doit aussi (et peut-être surtout) de dégager les progrès réalisés à l'échelle macro-économique, J. Craeybeckx en rejetant catégoriquement les dates retenues par Rostow (1833-1860) se demande s'il n'est pas possible de considérer que la Belgique a parcouru trois périodes d'accélération de la croissance, séparées par des années de stagnation et de recul. Que les dépressions s'étendant sur dix ans et plus, provoquées en grande partie par les bouleversements politiques, aient pu être surmontées témoigne d'une base déjà solide en 1789. La première période de croissance (nous hésitons pour notre part à adopter le terme utilisé de « palier de croissance ») correspondrait aux années s'étendant de 1800 à 1810-1812 : elle aurait vu une hausse notable de la production dans plusieurs centres textiles, charbonniers et métallurgiques, et une diffusion importante du machinisme, en particulier dans l'industrie textile. Cependant, si l'Empire et plus spécialement le Blocus Continental ont stimulé certaines industries, ils ont ralenti d'autres branches, d'où la nécessité d'un jugement nuancé sur cette première phase. La seconde période d'accélération se situerait durant la seconde partie du régime hollandais, de 1822 à 1830, favorisée par l'ouverture de l'immense marché colonial hollandais et marquée en particulier par d'importantes innovations dans la sidérurgie. Enfin après 1850 s'ouvrirait une troisième période de forte croissance, correspondant par ailleurs avec la phase ascendante d'un mouvement de longue durée Kondratieff. Certains pensent même que l'on peut aller plus loin : à partir du moment où il n'y aurait pas eu « *take-off* », mais discontinuité dans la croissance, ils seraient tentés d'insister sur la longue mutation qu'a connue la Belgique pour l'amener à une économie industrielle et d'inclure dans cette rude et impressionnante montée, les dernières décennies du XVIII^e siècle, car il leur paraît in-

31 Sur les problèmes de la révolution industrielle en Belgique, rappelons simplement les articles de P. DEFOSSE et R. VAN SANTBERGEN dans *Cahiers d'histoire vivante*, 1967, de G. HAN-SOTTE et de M. BRUWIER dans *Cahiers de Clio*, 1966, n° 7 et 1969, n° 17. On annonce une communication de R. DEVLEESHOUWER, « Le Consulat et l'Empire : période de *take-off* pour les départements belges ? », (Société d'Histoire Moderne, Colloque « Napoléon », Paris, 25 octobre 1969).

32 Jan CRAEYBECKX, « Les débuts de la révolution industrielle... », *loc. cit.*

discutable que certaines régions des Pays-Bas connurent un développement industriel exceptionnel à la fin de l'Ancien Régime.³³

*
**

Si l'on pensait qu'en Histoire, des distinctions nettes peuvent être établies, peut-être pourrait-on envisager les divergences suivantes : l'Angleterre aurait connu à la fois une révolution industrielle et un *take-off*, la Belgique une longue révolution industrielle sans *take-off* et la France, tout en gagnant « la société chaude », n'aurait éprouvé ni révolution industrielle ni *take-off*. Est-il besoin de préciser combien nous pensons que ces vues doivent être nuancées : avouons par exemple que nous restons pour notre part convaincu que la France de la première moitié du XIX^e siècle a connu une profonde mutation industrielle au cours de laquelle le couple houille-métallurgie, plus que les secteurs traditionnels, a joué un rôle décisif. S'il en était besoin, l'importance des bouleversements sociaux serait là pour attester que la mutation ne s'est pas effectuée sans violentes secousses, accompagnant un enfantement souvent douloureux.

Marcel GILLET,
Université de Lille, septembre 1969.

³³ J. BARTIER et collaborateurs, « Bulletin d'Histoire de Belgique, 1966-1967 », *Revue du Nord*, t. L, n° 199, 1968, p. 621.